

QUESTIONS DU JOUR

Le Blocus intégral

Après la victoire de la Marne, et l'échec de l'attaque brusquée, la guerre ayant pris la forme d'une véritable guerre de siège, ceux qui, comme nous, connaissaient les moyens de production et les besoins de consommation des empires du centre, soutinrent que la meilleure méthode que les nations de l'entente pouvaient employer pour user sûrement et rapidement leur principal adversaire, l'Allemagne, c'était d'arrêter net, par un blocus efficace, tous les produits que cet empire tirait de l'étranger et dont il ne pouvait se passer soit pour l'alimentation de sa population, soit pour l'intensification de ses fabrications de guerre.

En effet, en temps normal, il manquait à l'Allemagne un tiers des produits alimentaires nécessaires à sa consommation, produits qu'elle faisait venir pour les neuf dixièmes de la Russie et des pays d'outre-mer.

Mais il lui fallait aussi : 186.000 tonnes de cuivre ; 220.000 tonnes de plomb ; 180.000 tonnes de zinc ; 22.000 tonnes d'étain ; 1.290.000 tonnes de pétroles, essences et huiles de graissage. Et en outre de ces produits, l'Allemagne demandait annuellement aux pays exotiques : 780 millions de francs de coton brut, 650 millions de laine, 720 millions de peaux brutes, 494 millions de matières minérales servant à son industrie chimique, 230 millions de caoutchouc et plus de 600 millions de corps gras divers et de graines oléagineuses, soit environ 3 milliards 1/2 de francs de matières premières qui lui étaient indispensables, au même titre que les métaux et les produits alimentaires, pour soutenir la guerre.

**

Supposons, un instant, que les nations alliées, dès le commencement de l'année 1915, aient pratiqué contre les empires du centre un blocus aussi rigoureux que celui que les Prussiens ont appliqué à l'égard de Paris pendant le siège de 1870-1871. Que serait-il advenu de la puissance militaire de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie ?

Tous les critiques militaires qui ont étudié la question dans ces derniers mois estiment qu'un blocus sévère, appliqué dès les premiers mois de la guerre, aurait vraisemblablement abattu nos ennemis et, dans tous les cas, considérablement réduit leur force de résistance.

Malheureusement, nos avertissements ne furent point écoutés, les pays limitrophes de l'Allemagne restèrent à peu près libres d'y importer tout ce qu'ils voulurent, et les agents commerciaux boches en profitèrent pour organiser, dans ces pays, un large courant de contrebande de guerre qui permit à l'Allemagne d'abord de franchir la période la plus critique pour elle, — la première année de guerre, — puis de remplacer par des produits synthétiques, que son industrie intérieure eut le temps de créer, une partie des matières premières que les croisières anglaises se décidèrent enfin à arrêter.

Ainsi le coton n'a été déclaré contrebande de guerre que près d'un an après l'ouverture des hostilités et il en a été de même des corps gras, des graines oléagineuses et d'une foule d'autres marchandises, indispensables pour ses industries de guerre, que l'Allemagne a pu continuer à se procurer par l'intermédiaire des pays neutres voisins.

L'intervention des Etats-Unis dans la guerre a heureusement modifié la situation, car une grande partie des marchandises que la contrebande de guerre utilisait était d'origine américaine, et sachant que les dispositions politiques de la grande

démocratie devenaient de plus en plus favorables à l'Entente, nous étions tenus à l'égard du commerce américain à des ménagements dont les contrebandiers boches en profitèrent largement.

**

Dès sa déclaration de guerre à l'Allemagne, le gouvernement du président Wilson adopta de sévères mesures pour faire cesser cet état de choses, et la décision prise par la Conférence interalliée « d'étendre d'une façon générale, les principes posés dès la fin de juillet dernier par le gouvernement américain », nous donne la certitude que le blocus contre les empires du centre va devenir de plus en plus énergique.

En quoi consisterait le blocus intégral ? A empêcher d'une manière absolue que les marchandises — produits alimentaires ou autres — que nos croisières laissent passer pour les nations neutres entourant l'Allemagne, ne profitent d'une manière quelconque à nos ennemis.

Pour atteindre ce résultat, il suffit de prévenir loyalement ces nations neutres que nous ne demandons pas mieux de laisser arriver chez elles tout ce qui sera nécessaire à leur consommation intérieure, mais que nous arrêterons impitoyablement toutes les marchandises à destination de ceux de ces pays qui exporteront des produits quelconques vers l'Allemagne ou l'Autriche-Hongrie.

D'ailleurs, le resserrement du blocus, coïncidant avec les mauvaises récoltes de 1917, a déjà produit dans les empires du centre des effets que les journaux ne peuvent plus cacher, malgré la censure rigoureuse qui baillonne la presse d'outre-Rhin.

Par ordre d'importance, la question des pommes de terre est celle qui inquiète le plus l'opinion publique, car de nouveaux renseignements recueillis sur tous les points de l'Empire confirment que la récolte de 1917 n'est pas, contrairement aux premières évaluations, telle que la population puisse trouver, dans la consommation de cette denrée, une compensation suffisante à la pénurie des autres produits.

Au Landtag de Bavière, le ministre de l'Intérieur a reconnu qu'on ne pouvait envisager une augmentation de la ration avant le printemps ; d'après la *Gazette de Cologne*, le président de l'Office impérial des pommes de terre est encore moins optimiste, car il a déclaré, devant la grande Commission du Landtag de Prusse, qu'« il ne faut pas compter sur une augmentation de la ration, ni maintenant, ni au printemps de 1918 ».

Les municipalités, les syndicats et les comités ouvriers continuent cependant à réclamer cette augmentation, car, déclare le bourgmestre de Cologne, « la ration actuelle n'est suffisante, ni pour la généralité des consommateurs, ni surtout pour les ouvriers effectuant de pénibles travaux ».

**

Les autorités civiles se trouvant dans l'obligation d'utiliser la presse pour toutes les questions de rationnement, c'est donc par la presse allemande elle-même que nous pouvons, avec précision, connaître aujourd'hui la situation du pays au point de vue de l'alimentation publique.

« C'est avec de sombres préoccupations et de mauvaises appréhensions, écrit le *Berliner Tageblatt*, que la population urbaine — et non seulement celle de l'agglomération berlinoise — envisage l'hiver qui vient. Les perspectives de l'alimentation sont plus défavorables qu'elles n'ont été à aucun moment antérieur de la guerre. Au renchérissement général des moyens d'existence, devenu pour les masses profondes un effroyable fardeau, se joint le danger que même les produits d'alimentation les plus nécessaires ne peuvent être considérés comme

assurés. Chacun sait qu'il faudra diminuer à bref délai la ration de graisse et qu'il sera difficile de maintenir la ration de pain. »

« Ce qui était depuis longtemps un secret de *Pölichinelle* est maintenant officiel, ajoute la *Vossische Zeitung* ; à partir du 1^{er} janvier, la ration de graisse sera de 70 grammes au maximum, et la carte de semaine ne comportera en réalité que 62 gr. 5. »

Le *Vorwärts* écrit de son côté :

« Les producteurs agricoles et les riches habitants des villes vivent dans l'abondance. Les accaparements n'étant plus interdits, tout millionnaire ou profiteur a ses caves et ses cuisines remplies de lard et de jambon, tandis que les classes moyennes maintiennent une existence précaire, dépensant tout leur avoir en nourriture et beaucoup de personnes meurent de faim. »

« Une quarantaine de millions de gens qui souffrent de la faim ne vont pas garder le silence. »

« Nous sommes exposés en Allemagne à une catastrophe absolue dans un mois et il en résultera un effondrement plus grave encore que celui de la Russie, c'est-à-dire la défaite allemande et la perte de toute la guerre. »

On est également très préoccupé par la question du blé, car on n'a, jusqu'ici, publié aucune statistique précise sur l'importance réelle de la récolte. Cependant, on trouve une indication défavorable dans le fait que l'Office d'alimentation de Bavière, malgré l'unanimité des protestations contre le taux de blutage de la farine à 94 %, a proclamé, dans sa séance du 29 octobre dernier, la nécessité de maintenir ce taux malgré les graves inconvénients qu'il présentait pour la santé publique et les réclamations qu'il soulève de toute part.

**

La situation paraît être encore plus grave en Autriche et nous considérons nécessaire de reproduire ici le compte rendu fait par la *Neue Freie Presse de Vienne* d'une réunion tenue à l'hôtel de ville de cette capitale en présence des chefs de partis viennois :

« Au cours de cette guerre, a déclaré notamment le maire de Vienne, le ravitaillement insuffisant a déjà provoqué de graves crises, mais ces crises, presque toutes partielles, ont été surmontées grâce à l'admirable esprit de sacrifice de notre peuple et aux mesures prises par le gouvernement et par la couronne. Aujourd'hui la situation est bien différente et contient des dangers qu'on ne peut pas comparer avec ceux des crises passées. Elle est la conséquence de la longueur de cette guerre et de la position très difficile du bureau de ravitaillement qui est dépourvu des pouvoirs nécessaires. »

« En outre, l'administration militaire est trop encline à surestimer la force de la population à supporter de nouveaux sacrifices ; le ministre des Affaires étrangères, lui aussi, devrait, dans la conduite des affaires étrangères, tenir davantage compte des vraies conditions du pays à l'arrière et ne pas se laisser trop influencer par les splendides résultats de nos victoires militaires. »

« A l'insuffisance du ravitaillement se rattache la grave crise des transports et spécialement celle du charbon. Le manque de charbon a déjà obligé à chômer de nombreuses fabriques en province et à Vienne. On aura par conséquent à compter, outre avec le manque de nourriture et le froid, aussi avec le manque de travail, ce qui justifie certes la nécessité de réunir ici les élus du peuple de Vienne. »

**

La décision prise par la conférence interalliée d'appliquer enfin le blocus contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie dans toute sa rigueur rendra certainement la situation des deux empires encore

plus grave que celle exposée par les citations précédentes.

Mais cette espérance ne doit pas nous faire oublier notre propre situation ; nous devons, nous aussi, nous imposer de grandes restrictions alimentaires et autres, non seulement pour ménager l'ensemble de nos ressources qui sont en voie d'épuisement, mais aussi parce que chaque navire de céréales ou de produits destinés à la consommation civile que nous faisons venir en moins d'Amérique, sera remplacé par un navire de soldats bien armés, bien équipés, venant combattre, à nos côtés, pour la cause du droit et de la justice.

EDMOND THÉRY.

Les Négociations Germano-Russes

La farce que jouent sur le théâtre de Brest-Litovsk les plus notoires comédiens allemands et bolcheviks continue à travers des combinaisons compliquées, qui voudraient être profondes et qui ne sont que puérides tant elles laissent voir à nu des ruses qu'elles devraient dissimuler.

On parle aujourd'hui d'une rupture entre les deux groupes de négociateurs, comme on parlait, il y a quatre jours, d'un accord parfait et l'on est porté à se demander à quel moment on nous a dit la vérité. Les bolcheviks ont-ils cessé d'être les instruments dévoués de Guillaume II ? Les Allemands ne veulent-ils plus se servir de ces agents ? Ou les uns et les autres continuent-ils à être d'accord, même dans leur prétendue rupture ? Telles ont été jusqu'ici la perfidie et la bassesse de chacun des deux gouvernements que toutes les hypothèses sont permises sauf celles qui leur supposeraient des vues honnêtes ou courageuses. Pour ne pas risquer de se perdre dans les méandres de toutes ces intrigues il importe simplement de ne jamais perdre de vue que les maîtres actuels de Berlin et de Petrograd se sont définitivement unis et entendus pour amener, par le chemin de la ruse et de la persuasion, les gouvernements de l'Entente autour de la table de conférence où eux-mêmes se lamentent d'être encore assis seuls. Tous leur soi-disant accords, dissensions et marchandages n'ont que cet objet et ce but. Si malgré leur hâte commune de conclure la paix, eux-mêmes semblent prendre plaisir à en parsemer pas de la signer en tête à tête qu'ils ne se soucient pas de la signer en tête et leurs prétendus retards ne sont que du temps laissé aux alliés pour arriver. Examinées de ce point de vue, ces discussions entre gens que l'on sait déjà d'accord ne sont que les preuves d'impossibilités d'aboutir que leur créent des circonstances étrangères à eux-mêmes : le mépris dédaigneux de l'Entente et, sans doute, aussi, les résistances que les bolcheviks rencontrent dans leur propre pays.

**

Pour que le gouvernement bolchevik puisse décider les anciens alliés de la Russie à venir à la conférence de la paix il faut de toute nécessité qu'il apparaisse comme ayant conçu et pouvant faire accepter une paix juste et démocratique. Il a joué avec habileté la partie qui lui était confiée. A la première réunion des plénipotentiaires, la délégation russe a déclaré que le gouvernement maximaliste considérait comme un crime de poursuivre une guerre qui n'aurait en vue que des conquêtes ; elle a donc soumis comme bases de pourparlers de paix les propositions suivantes que nous reproduisons d'après *l'Isvestia*, le journal officiel des commissaires du peuple :

1^o Aucun territoire conquis pendant la guerre actuelle ne pourra être annexé de vive force, et les troupes occupant ces territoires devront en être évacuées aussitôt ;

2° Sera complètement rétablie l'indépendance politique des peuples qui la perdirent durant cette guerre ;

3° Les groupes nationaux qui ne jouissaient pas de cette indépendance décideront eux-mêmes, par voie de referendum, la question de leur indépendance politique ou celle de l'Etat auquel ils voudraient appartenir. Ce referendum devra avoir pour base la liberté complète de vote pour toute la population, y compris les émigrés et les réfugiés ;

4° Sur les territoires habités par plusieurs nationalités, les droits de la minorité seront protégés par des lois spéciales, assurant à ces nationalités leur autonomie nationale et, si les conditions politiques le permettent, leur autonomie administrative ;

5° Aucun belligérant ne payera à un autre de contribution et celles déjà payées sous la forme de frais de guerre seront à rembourser. Quant au dédommagement des personnes victimes de la guerre, il se fera au moyen du fonds spécial créé par les versements proportionnels de tous les belligérants ;

6° Les questions coloniales seront résolues dans les conditions des articles 1, 2, 3 et 4. Mais la délégation russe propose de les compléter par un point reconnaissant inadmissible toute restriction, même indirecte, de la liberté des nations plus faibles par les nations plus fortes, comme par exemple le boycottage économique ou la soumission économique d'un pays quelconque à un autre, par un traité de commerce imposé ou des accords douaniers séparés, gênant la liberté du commerce des pays tiers, ou un blocus maritime non militaire.

Comme on voit, ces propositions donnent l'illusion de correspondre au point de vue commun à toutes les démocraties ; elles semblent concrétiser assez exactement l'ensemble des buts de guerre des Alliés. Et l'Allemagne peut s'assurer qu'elles ne barrent directement aucune de ses ambitions ni convoitises.

Cependant il n'eût guère été adroit de la part de l'Allemagne d'accepter du premier coup des propositions, même inspirées par elle. Sa haine ne lui eût procuré qu'une paix séparée, au lieu de la paix générale et eût enlevé à la Russie, vis-à-vis des nations de l'Entente, le mérite d'avoir imposé ses vues au vainqueur. Et le gouvernement allemand a, lui aussi, à lutter contre ses ultras et ses annexionnistes, qui considèrent comme trahison toute paix qui ne leur donnerait pas le monde entier.

Pour toutes ces raisons, on nous annonce maintenant que les négociations n'avancent guère, que la coalition germanique refuse de se ranger au point de vue russe ; qu'au surplus, elle fera connaître ses propres vues dans une réponse, où elle évitera surtout toute rupture avec les Bolchewiks. Et cette réponse, ainsi d'ailleurs que toute la suite des négociations est ajournée à un mois !

Ainsi se poursuit cette comédie destinée uniquement à impressionner et influencer les nations occidentales. Le kaiser a cru nécessaire d'en accentuer l'effet par un hors d'œuvre de sa manière : une de ces harangues truculentes et matamoresques dont il s'est fait une spécialité et qu'il prononce dans tous les moments où il croit nécessaire d'ébranler l'esprit de l'ennemi et de remonter le moral de son propre peuple. Il a affirmé cette fois, et d'un ton qui prouve une certitude complète basée sur des renseignements certains, que le « Créateur est l'allié absolu » de l'Allemagne et qu'il combat pour elle ; et naturellement il a parlé du *gantélet de fer* et du *glaiive flamboyant* de la Germanie. Dans sa pensée, ces menaces truculentes acheveront de décider les alliés à se joindre aux Russes, à la conférence de la paix. Mais les Alliés penseront qu'elles déclenchent surtout l'extrême besoin qu'a l'Allemagne d'une paix immédiate. Le *Vorwaerts*, du 16 décembre,

n'avouait-il pas en propres termes que l'Allemagne souffre « d'une terrible famine » et que plus de 30 millions de personnes meurent de faim dans les empires centraux !

Le dernier discours du kaiser à ses troupes, un des plus farouches qu'il ait jamais prononcés, apparaît donc comme une des scènes de la grande comédie montée à Brest-Litovsk. Par la terreur, par le mensonge, par l'illusion, l'Allemagne veut amener tous les alliés à conclure une paix rapide, dont elle a le plus grand besoin, mais dont elle croit encore pouvoir assez dissimuler la nécessité pour imposer ses conditions. C'est le sens de toute l'intrigue qui se déroule là-bas. Avant de jouer son hasardeux va-tout, qui est la grande offensive qu'elle annonce dans les Flandres, l'Allemagne mettra tout en œuvre pour faire réussir son complot de paix.

Tout ce qui se passe à Brest-Litovsk, dûment réglé par Benlin, ne mérite d'être observé que comme la tentative suprême du criminel angoissé pour échapper au destin vengeur.

Georges BOURGAREL.

Compagnie de Navigation Sud-Atlantique

Pour la première fois, nous analysons, dans l'« Economiste Européen » le rapport de la *Compagnie de Navigation Sud-Atlantique*. Nous donnons quelques extraits sur les résultats des exercices depuis sa constitution actuelle, afin de pouvoir mieux suivre les fluctuations de cette entreprise.

Cette Société a été constituée en 1912, au capital de 10 millions de francs, divisé en 41.000 actions de 250 francs, dont 20.000 de priorité et 20.000 actions ordinaires. D'autre part, il a été créé 40.000 parts bénéficiaires sans valeur nominale. Le capital-obligations est représenté par 74.046 obligations de 500 francs, 5 % en circulation au 31 décembre 1916 formant un montant de 37.023.000 francs.

Comptes de l'exercice 1914 : L'actif de la Compagnie au 31 décembre 1914, représenté par la flotte, les immeubles, le matériel, l'outillage, le mobilier des agences, banques, débiteurs divers, profits et pertes, etc., etc., formait un total de 57.772.867 fr. 09.

Les recettes du trafic pendant l'exercice 1914 et les recettes accessoires, en y comprenant la subvention, se montaient au chiffre de 16.379.553 fr. 20. Les dépenses maritimes et commerciales, ainsi que les frais généraux de l'administration et de l'exploitation, s'élevaient à 22 millions 102.136 fr. 66. L'excédent des dépenses était donc de 5 millions 722.583 fr. 46. Les charges (intérêts et remboursement des emprunts) étant de 2 millions 238.669 fr. 60. L'excédent total des dépenses sur les recettes atteignait le chiffre de 7 millions 961.253 fr. 06. Il restait une somme disponible au compte Profits et Pertes de 2 millions 544.798 fr. 50, qui ramenait le solde débiteur, au 31 décembre 1914, à 5 millions 416.454 fr. 56.

Comptes de l'exercice 1915 : Les recettes du trafic pendant l'exercice 1915 s'élevaient, en y comprenant la subvention, à 27 millions 896.714 fr. 61. Les recettes diverses, navires réquisitionnés, transit, intérêts, escomptes, etc., s'élevaient à 3 millions 179.402 fr. 51. Les recettes totales de l'exercice 1915 étaient donc de 31 millions 076.117 fr. 12.

Les dépenses maritimes et commerciales, les frais généraux de l'administration et de l'exploitation se montaient à 25 millions 688.366 fr. 83. L'excédent des recettes accusait une somme de 5 millions 387.750 fr. 29. Les charges (intérêts et remboursements d'emprunt) étant de 3 millions 304.717 fr. 25. L'excédent total des recettes sur les dépenses s'élevait à 2 millions 083.033 fr. 04, mais il restait au compte profits et pertes, au 31 décembre 1914, un solde débiteur de 5 millions 416.454 fr. 56, ce qui ramenait le solde débiteur au 31 décembre 1915 à 3 millions 333.421 fr. 52.

L'exploitation, qui avait laissé, au 31 décembre 1914, un excédent de dépenses de 7 millions 961.253 francs, se présentait, à la fin de 1915, avec un excédent de recettes nettes de 2 millions 083.033 francs.

Le rapport du Conseil d'administration lu à l'assemblée générale tenue le 25 juillet 1916, mentionne que le 11 mai 1916, immédiatement après la réunion au cours de laquelle huit membres de l'ancien Conseil donnèrent leur démission, la Compagnie générale Transatlantique cessa de gérer la *Compagnie Sud-Atlantique*. Les Chargeurs Réunis acceptèrent, sur sa demande, d'assurer la continuité des services.

A cette époque, les Chargeurs Réunis proposèrent une combinaison qui, tout en laissant à la *Compagnie Sud-Atlantique* une complète autonomie, devait lui assurer la collaboration de deux gérants, travaillant chacun suivant sa spécialité. Ils prendraient en mains l'exploitation des lignes postales et libres, moyennant une commission de 2 % calculée sur les recettes brutes de toute nature, après déduction des subventions ou autres allocations de l'Etat. La commission de 2 % couvrirait non seulement les peines et soins de la Compagnie gérante, mais encore tous les frais de personnel sédentaire, ainsi que le loyer des bureaux, les dépenses de correspondance, de télégrammes et d'imprimés, tant à Paris, en dehors du siège social, qu'à Bordeaux, au siège de l'exploitation.

La *Compagnie Sud-Atlantique* supportait, de son côté, en outre des dépenses de son siège social qui a été transféré à Paris, place de la Madeleine, n° 9, et des frais du Conseil d'administration, toutes les charges d'exploitation proprement dites, notamment : l'entretien et les réparations du matériel, les frais se rapportant aux marchandises et aux passagers, les charbons et matières consommables, les frais de port, les frais d'agences en France (à l'exception de Bordeaux) et à l'étranger, les frais d'équipage et de personnel, les assurances contre les risques de mer et de guerre et toutes les dépenses de même ordre.

Les intérêts importants qui ont été pris dans la *Compagnie de navigation Sud-Atlantique* par les deux sociétés d'armement qui assurent depuis un grand nombre d'années des services réguliers dans l'Amérique du Sud, la présence dans son Conseil d'administrateurs des Chargeurs Réunis et de la Société générale des Transports maritimes à vapeur, permettent la reprise de la politique d'union dans cette industrie. Grâce à cet accord et aux ententes commerciales qui viendront le compléter, les trois armements, dont les flottes réunies représentent actuellement 453.209 tonneaux de jauge brute, pourront travailler dans un esprit de confiance réciproque et en parfaite harmonie et seront ainsi en position de faire face à toute concurrence ; ils seront en outre mieux armés pour la grande lutte économique qui suivra la guerre. Les bienfaits de cette organisation ne se sont pas fait attendre, puisqu'ils ont déjà été mis à même d'offrir au commerce des services plus fréquents et plus réguliers.

Cependant, la Société s'est vue contrainte de faire passer le trafic passagers au second plan de ses préoccupations et elle a fait porter son principal effort sur le transport des marchandises. En combinant les mises en ligne avec celles des Chargeurs Réunis, elle a pu commencer à réaliser le programme dont elle avait déjà indiqué les grandes lignes.

A la sortie de France, il a été rarement possible d'obtenir des chargements complets pour le Brésil et pour la Plata. Par suite du ralentissement de l'activité économique dû aux difficultés de communications avec les régions productrices, aux interdictions d'exportation et aux restrictions de toute nature imputables à l'état de guerre, le mouvement des exportations est resté peu important.

Désireux néanmoins de donner à sa clientèle le moyen de conserver ses relations commerciales avec l'Amérique du Sud et attachant un grand prix au maintien de transactions susceptibles d'avoir une heureuse répercussion sur le taux du change, la *Compagnie Sud-Atlantique* s'est fait un devoir de ne pas augmenter ses frets dans la même mesure que la plupart des Compagnies étrangères qui opèrent dans les mêmes directions.

Au retour, les frets ont été abondants et la demande de tonnage ayant toujours dépassé les offres de transport, les taux se sont maintenus à un niveau très élevé.

Au cours de l'exercice 1916, il a été effectué 23 voyages sur le Brésil et la Plata, 16.044 passagers ont été transportés, ainsi que 223.377 mètres cubes de marchandises. Le parcours effectué a été de 96.600 lieues marines (298.800 milles).

Les recettes de toute nature effectuées pendant l'exercice s'élevaient à 32.406.281 fr. 98. Les dépenses de toutes sortes, les prélèvements pour amortissements, assurances, etc., se sont élevées à 28 millions 990.908 fr. 72, soit un excédent de recettes de 3.415.373 fr. 26, dont le détail figure dans le tableau ci-dessous :

Comptes d'exploitation		Exercice 1916
		(En francs)
Recettes de toute nature effectuées pendant l'exercice.....		32.406.281 98
Dépenses d'exploitation.....	22.990.908 72	
Amortissement du matériel		
naval.....	4.161.693 46	
Frais généraux.....	275.931 71	
Intérêts des obligations.....	1.990.813 84	
	28.990.908 72	
Excédent des recettes sur les dépenses.....		3 415.373 26
Moins :		
Solde débiteur des exercices antérieurs.....		3.333.421 52
Bénéfice net.....		81.951 74
Dont il y a lieu de prélever pour la réserve légale.....		4.097 58
A reporter à nouveau.....		77.854 16

Nous constatons que les résultats de l'exercice 1916 quoique satisfaisants, comme ceux de l'année dernière, ne permettent de ne distribuer encore aucun dividende.

Le compte « Matériel naval » présente, au 31 décembre 1916, un chiffre de 21.170.197 fr. 46. Le compte « Navires en construction » indique le montant des règlements effectués sur le prix de construction du vapeur *Massilia*, soit 6.845.834 fr. 68. Le compte « Voyages en cours » se monte à 1 million 138.185 fr. 40. Le compte « Valeurs disponibles » en portefeuille et dans les banques, s'élève, au 31 décembre 1916, à 1.108.342 fr. 39. Le compte « Débiteurs divers », qui se chiffre par 25 millions 303.750 fr. 52, comprend divers comptes d'ordre, ainsi que diverses créances courantes, dont le recouvrement s'opère régulièrement.

Ces divers chapitres et d'autres moins importants forment un total de 58.069.262 fr. 15.

Disons enfin que la *Compagnie de Navigation Sud-Atlantique* nous paraît bien encadrée. A l'aurore de sa reconstitution, elle a su trouver la voie qui lui convient et saura se créer, pour l'après-guerre, la place mondiale qui lui reviendra dans le commerce maritime.

F. MODAU.

Le Recouvrement des Impôts

Le *Journal officiel* a publié, le 12 courant, le rendement des impôts indirects et monopoles pour le mois de novembre dernier. Ce rendement se compare ainsi avec celui d'une année normale et celui

de novembre 1916, vingt-huitième mois de guerre :

Table with 4 columns: Produits, Re-couvre-ments, Novembre 1916, Nov. 1916. Includes Impôts et revenus divers, Monopoles, Contributions indirectes, etc.

Pour les onze premiers mois de 1917, la comparaison s'établit comme suit avec les mêmes périodes d'une année normale et de 1916 :

Table with 4 columns: Produits, Recou-vements, Année normale, 1916. Includes Impôts et revenus divers, Monopoles, Contributions indirectes, etc.

Le produit des impôts et revenus indirects et des monopoles s'est élevé, pour le mois de novembre dernier, à 355.298.300 francs. Ce chiffre, supérieur (4,7 %) à celui des recouvrements du mois de novembre 1916...

Quant aux « Produits et revenus du domaine de l'Etat, produits divers, ressources exceptionnelles et recettes d'ordre », qui ne sont d'ailleurs donnés qu'à titre de renseignement, sans qu'on puisse en

tirer des conclusions rigoureuses en raison des variations considérables qui se produisent dans l'époque de recouvrement d'un grand nombre d'entre eux...

Pour les onze premiers mois de l'année, le total de ces recouvrements atteint 233.955.100 francs, au lieu de 144.168.900 francs en année normale...

En ce qui regarde les contributions directes et taxes assimilées, dont la taxe a été autorisée par les lois des 30 décembre 1916, 31 mars, 30 juin et 29 septembre 1917...

Pour la même période, en 1916, les recouvrements s'étaient élevés à 809.405.400 francs, soit une différence en moins de 98.404.700 francs aux recouvrements de 1916...

Ajoutons enfin, en ce qui concerne la contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre...

INFORMATIONS DIVERSES

FRANCE

Les caisses d'épargne ordinaires depuis la guerre. — La façon dont les caisses d'épargne ordinaires ont supporté la crise que nous traversons depuis près de trois ans et demi est une question qui revêt actuellement un vif intérêt...

Au 31 décembre 1913, le montant des caisses d'épargne privées s'élevait à 4 milliards 110.000.000 de francs; au 31 décembre 1915, il ne s'était abaissé qu'à 3.825 millions de francs; au 31 décembre 1916, il était encore de 3 milliards 493.000.000 de francs...

La clientèle des caisses d'épargne ordinaires est faite essentiellement de petites gens, de paysans, de domestiques, d'artisans. Les chiffres qui pré-

cèdent n'ont donc que plus d'éloquence et ne sont que plus significatifs pour la confiance des populations laborieuses dans le crédit national.

Situation hebdomadaire de la BANQUE DE FRANCE

Table with 4 columns: PARIS ET SUCCURSALES, 20 déc. 1917, 27 déc. 1917. Includes sections: ACTIF, PASSIF.

Comparaison avec les années précédentes

Table with 5 columns: 2 janv. 1914, 30 juillet 1914, 30 déc. 1915, 28 déc. 1916, 27 déc. 1917. Rows include Circulation, Encaisse or, etc.

Le Budget de la Ville de Paris. — Le préfet de la Seine vient de renouveler auprès du Conseil municipal les propositions tendant à la création de ressources nouvelles à concurrence de 54 millions...

Vingt millions seraient obtenus par la création de centimes additionnels et les trente-quatre millions seraient obtenus par des taxes que nous avons déjà signalées : alcools et boissons hygiéniques, volailles, etc.

En ce qui concerne les alcools et boissons hygiéniques, le choix de la taxe serait subordonné

au vote de la loi du 23 février 1917, qui modifie la perception sur les produits, suivant une redevance à payer par l'Etat.

La réparation des dommages de guerre. — Le Sénat a adopté, le 22 décembre, le projet relatif à la réparation des dommages de guerre.

Les articles ayant trait aux conditions dans lesquelles le emploi en immeubles pourra avoir lieu dans la même région économique, et au paiement des indemnités, ont été très discutés. Le ministre des Finances a fait les plus grandes réserves sur les conséquences budgétaires du texte de la commission; il s'agit en effet de milliards, aussi demanda-t-il le renvoi à la commission pour un nouvel examen...

GRANDE-BRETAGNE

Bilan de la Banque d'Angleterre. — Le bilan de la Banque d'Angleterre, pour la semaine finissant le 19 décembre, s'établit comme suit :

Table with 2 columns: Département d'émission (Liv. sterl.), Département de Banque. Rows include Billets émis, Dette de l'Etat, Autres garanties, etc.

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque d'Angleterre (Milliers de livres sterling)

Table with 7 columns: Dates, Or monnayé et lingots, Circulation, Dépôts, Portefeuille avances et effets publics, Réserve, Rapport de la réserve aux engagements, Taux de l'escompte.

Le paiement des coupons russes aux Communes. — Répondant à une question aux Communes, Lord R. Cecil a déclaré qu'il n'avait reçu aucune confirmation officielle du bruit que le gouvernement russe aurait répudié ses engagements financiers.

Un autre membre a demandé au Chancelier de l'Echiquier si le gouvernement anglais allait prendre à sa charge le paiement des coupons russes échéant le mois prochain. M. Bonar Law a dit qu'il ne pouvait faire aucune déclaration à ce sujet.

Les Bons du Trésor anglais. — Répondant à une question aux Communes, M. Bonar Law a déclaré que pendant les dix semaines finissant le 8 décembre, les Bons du Trésor émis ont atteint un total de £ 678.831.000 (16.970 millions de francs), et que le montant remboursé s'élevait à £ 568.418.000 (14.210 millions de francs).

Questionné sur la durée de ces émissions, le Chancelier a dit : « J'espère que ces émissions se termineront avec la guerre. Pour l'instant, je ne vois pas d'autre moyen permettant de couvrir une large part de nos dépenses. »

La question des minerais. — Au début de décembre, à la Chambre des Communes, sir Albert Stanley a donné, en seconde lecture, communication du projet de loi relatif à l'emploi des minerais ne contenant pas de fer, dont le but est d'empêcher les personnes, firmes ou associations d'origine ennemie ou soumises aux influences ennemies de trafiquer de différents métaux, y compris le zinc, le cuivre, le fer-blanc, le plomb, l'aluminium.

Le projet vise également les personnes qui, avant le 4 août 1914, étaient sujettes de pays qui devaient ultérieurement ennemis; il s'applique également aux firmes rattachées financièrement à d'autres entreprises dans lesquelles les sujets ennemis sont intéressés dans la proportion d'un cinquième ou plus du capital.

Sir Albert Stanley a déclaré que depuis la conférence de Paris, le gouvernement britannique s'est toujours efforcé, dans ses relations avec les Dominions britanniques et le gouvernement français, de prendre des mesures dans le but de mettre en pratique les résolutions adoptées par ladite conférence.

Ainsi le gouvernement britannique s'est efforcé de décider les gouvernements alliés à se libérer de l'influence ennemie en ce qui concerne les matières premières essentielles, y compris les minerais ne contenant pas de fer, dont certains sont aussi importants en temps de paix qu'en temps de guerre.

« Avant la guerre, a-t-il dit, nous en étions arrivés à être dépendants pour ces minerais de sources de ravitaillement directement ou indirectement aux mains du groupe des compagnies allemandes qui avaient, en fait, le contrôle du marché mondial des métaux. Comme conséquence, au moment de la déclaration de guerre, nous nous sommes trouvés sérieusement gênés.

« C'est alors que nous avons décidé que, pendant un certain laps de temps après la guerre, les intérêts allemands seraient éliminés de toute entreprise ayant l'autorisation de trafiquer de ces métaux en Grande-Bretagne.

« Nous devons empêcher que les Allemands puissent jamais reconstituer l'emprise mortelle que leur contrôle d'avant-guerre sur ces minerais leur donnait sur nos industries vitales. »

M. Addison, ministre des Reconstructions, a souligné l'importance et les effets du contrôle exercé sur le développement des industries métallurgiques britanniques par la « Metalgesellschaft » et il a expliqué la manière dont l'Australie s'était débarrassée de ce contrôle.

« La « Metalgesellschaft », a-t-il dit, est l'entreprise ayant le plus grand monopole mondial; et nous voulons créer une concurrence. Il n'est pas question d'une offensive économique. Si nous ne parvenons pas à établir une concurrence, c'est nous qui devrons souffrir d'une offensive économique de l'ennemi. Aussi, nous efforçons-nous de mettre sur pied les quelques mesures efficaces tendant à assurer ladite concurrence. Notre projet ne vise pas à restreindre, mais à créer la concurrence. »

Ledit projet a ensuite été accepté.

RUSSIE

Une taxe sur les billets de banque. — Selon le correspondant du Daily Mail à Petrograd, on rapporte que tous les billets de banque vont prochainement être timbrés du timbre du gouvernement des commissaires du peuple. Après une certaine date les billets non timbrés seront sans valeur.

Une taxe de 15 à 40 % sera prélevée sur chaque billet timbré suivant sa valeur.

Selon ce correspondant, cette rumeur aurait déjà ajouté sensiblement à la valeur des petits billets. On demande 10 roubles de prime pour échanger un billet de 100 roubles et il est presque impossible de changer un billet de 1.000 roubles.

Le contrôle des banques russes. — A force de menées, les maximalistes sont arrivés à mettre la main sur les banques, sous forme de « contrôle ». L'agence Vestnik, organe officieux du gouvernement maximaliste, annonce qu'une entente a été conclue entre le Comité du congrès des Banques privées et les commissaires de la Banque d'Etat sur les bases suivantes :

Un commissaire sera nommé près de chaque banque pour contrôler les comptes courants. Les chèques au porteur seront supprimés. Tout retrait d'argent devra être justifié. Les banques qui s'étaient mises en grève ont repris leur activité à la suite d'un accord conclu entre leurs représentants et les commissaires du gouvernement sur les crédits qu'elles devront recevoir de l'Etat. Les banques remettent chaque jour un relevé de leur caisse à la Banque d'Etat qui leur ouvre un crédit journalier de 3 millions de roubles répartis entre elles par le Comité de la Banque. Le Conseil des Commissaires peut envoyer pour examiner leurs livres des délégués, devant qui le secret des affaires n'existe plus.

Ce nouveau régime financier est entré en vigueur le 5/18 décembre.

L'industrie métallurgique en Russie. — L'activité des usines métallurgiques russes, en 1916, vient d'être établie dans un rapport-statistique, publié par le Bulletin de la Chambre de commerce russe, et qui permet de se rendre compte de la situation actuelle de l'industrie sidérurgique, la plus importante du pays.

En 1916, les 114 hauts-fourneaux ont fourni une quantité de fonte supérieure de 2,9 % à celle produite en 1915 par les 120 hauts-fourneaux.

Malgré cette augmentation, non seulement la production de 1916 n'a pas atteint celle de 1913, mais encore, elle a été inférieure à celles de 1914 et de 1912.

La même situation est à constater dans la consommation de la fonte pour la transformation, attendu que la vente de la fonte à l'état brut ne joue pas, relativement, un rôle très important.

On trouvera dans le tableau ci-dessous les chiffres correspondants pour les années 1913, 1915 et 1916, du mouvement de la production de la fonte :

Table with 4 columns: 1913, 1915, 1916, (Milliers de pouds) (*). Rows: Production totale, Fourni pour la transformation, Pour consommation, état brut, Réserves à la fin de l'année.

(* Le poud équivalent à 16 kilog. 38.

La répartition de la production de la fonte par les principales régions s'établit comme suit :

Table with 4 columns: 1913, 1915, 1916, (Milliers de pouds). Rows: Midi de la Russie, Oural, Région de Moscou.

On sait que, dans la région de la Volga, il n'y

a pas de hauts-fourneaux et que la production de la région du Nord et de la Baltique est, pour ainsi dire, insignifiante.

Il est à noter, cependant, que dans les chiffres de production de 1912 et de 1914 figurait la production des usines de Pologne qui, en 1913, ont fourni 25 millions de pouds de fonte.

Dans le midi de la Russie, la production de la fonte, en 1916, a été supérieure de 5,1 % à celle de l'année précédente. Dans la région de Moscou, elle a été supérieure de 31,1 %. Par contre, les usines de l'Oural ont vu leur production diminuer de 8,5 %.

Il est évident que la diminution de la production de la fonte dans les usines russes et, en particulier, dans celles de l'Oural, est une conséquence normale de la guerre qui a provoqué la désorganisation des transports, et a vivement atteint la main-d'œuvre; les ouvriers compétents étant, en grande partie, remplacés par des prisonniers, des femmes, des enfants et des ouvriers de la race jaune. Enfin, le manque de combustible, de matières premières et de matériaux nécessaires à l'entretien, est un des facteurs les plus directs de la diminution de la production.

La plus-value constatée dans le Midi et dans la région de Moscou en 1916 ne permet pas de nourrir l'espoir optimiste que la situation de l'industrie sidérurgique pourra s'améliorer.

Les réserves des usines, dans le Midi de la Russie, ont atteint à peu près les chiffres de 1915, mais on constate une diminution pour les autres régions.

Les chiffres suivants donneront une idée de la situation de l'industrie des demi-produits en fer et en acier :

Table with 4 columns: 1913, 1915, 1916, (Milliers de pouds). Rows: Production totale en Russie, Fourni pour la transformation, Réserves à la fin de l'année.

De même que pour la production de la fonte, on constate que la production des demi-produits en fer et en acier a été, en 1916, supérieure de 3,8 % à celle de 1915, étant cependant en diminution de 13,1 % sur les chiffres de 1913.

En particulier, la plus-value de la production dans les usines du Midi de la Russie atteint 6,5 % sur celle de l'année précédente, et le chiffre de cette production est presque égal à celui de 1913, bien qu'étant inférieur de 2 % à celui de 1914.

Les résultats de la production des articles finis, en fer et en acier et en comparaison des années 1913, 1915 et 1916, sont indiqués dans le tableau suivant :

Table with 4 columns: 1913, 1915, 1916, (Milliers de pouds). Rows: Production totale, Fourni pour la transformation, Pour la vente, Réserves à la fin de l'année.

La production et la vente des articles finis, en fer et en acier, pour les deux dernières années, est la suivante :

Table with 5 columns: Régions, Production 1915, Production 1916, Vente 1915, Vente 1916, (Milliers de pouds). Rows: Midi de la Russie, Oural, Région de Moscou, Volga, Nord et Baltique.

Suivant le même mouvement que les deux premiers produits, les articles finis en fer et en acier, marquent, pour l'année 1916, une plus-value de 3,2 % sur l'année précédente. La production est ce-

pendant en diminution de 16,5 % sur l'année normale de 1913.

Quant au nombre d'ouvriers employés dans les usines métallurgiques de la Russie, le tableau suivant en donne la répartition pour les principales régions, et comparativement avec 1915 :

Table with 3 columns: Régions, 1915, 1916. Rows: Midi de la Russie, Oural, Moscou, Volga, Nord et Baltique, Totaux.

Il résulte de la comparaison de ces chiffres avec la production générale de tous les articles de métallurgie, que la force productrice fournie par les ouvriers est en diminution. En effet, l'augmentation de la production n'est que de 3,3 %, tandis que celle du nombre d'ouvriers est de 24,3 %.

En ce qui concerne le commerce extérieur de la Russie pour les articles de sidérurgie, on constate, pour 1916, une augmentation sensible de l'importation de toutes espèces de métaux, par rapport à l'année précédente. C'est ainsi que l'importation des articles en fer et en acier, en fer blanc, en fil métallique, ainsi que des instruments, a dépassé de deux à trois fois le chiffre de cette même importation en 1914. Cependant, l'exportation de la fonte, du fer, de l'acier, et celle des articles fabriqués avec ces métaux est en progression par rapport à l'année précédente.

ITALIE

Le commerce extérieur pendant les six premiers mois de 1917. — Plus favorisés que nous, nos alliés italiens reçoivent, bien qu'avec un grand retard, communication des chiffres de leur commerce extérieur. Voici, en effet, les résultats comparés des premiers semestres des cinq dernières années :

Table with 4 columns: 1er semestre, Importations, Exportations, Total, (Millions de lire). Rows: 1913, 1914, 1915, 1916, 1917.

Pour l'importation, le chiffre de 1913, non compris les métaux précieux, constituait un record. Le léger recul de 1914 est dû au désarroi causé par la déclaration de guerre. A noter que le total de 1917 est basé sur les valeurs de 1916 et n'indique pas la valeur exacte actuelle, et que l'augmentation des totaux de 1916 et 1917 est surtout facteur de la hausse des prix.

Le recul enregistré aux exportations de 1917 est dû à l'application plus étendue et plus stricte des prohibitions d'exportation d'une foule d'articles.

L'agriculture italienne. — Le Secolo de Milan vient de publier une étude très complète de M. A. Cabiati sur la situation de l'agriculture italienne dont voici le résumé :

« L'Etat se préoccupe d'augmenter la production du blé. Il vient de porter à 70 lire le prix d'achat d'un quintal de blé dur, les autres catégories de blé accusant une augmentation proportionnelle. En fait, le déficit que vient de connaître la récolte en blé de 1917, récolte qui n'a été que de 38.102.000 quintaux, est dû, en partie, aux trop bas prix des taxes sur le blé, comparativement aux prix très élevés auxquels se sont vendus d'autres produits. Le chanvre, par exemple, est passé de 96 lire 04 le quintal, en 1914, à 206 lire 13; le vin, l'huile, les haricots, ont marqué des hausses analogues. D'autre part, malgré l'augmentation de la superficie des

humide par suite de l'absence de brasseries. On aura de nouveau, durant l'année en cours, de grandes quantités de fourrages sucrés. On ne disposera pas de quantités appréciables de pouture de céréales, mais on pourra recueillir certaines quantités de menus déchets.

« Il faut espérer que les disponibilités de tourteaux oléagineux, nécessaires surtout pour le jeune bétail, ne diminueront pas sensiblement. On ne pourra pas éviter une restriction importante de l'élevage des porcs ». Le ministre a conclu de la manière suivante : « Si les perspectives du ravitaillement en fourrages ne sont pas favorables pour l'année en cours, on peut néanmoins espérer que nous pourrions maintenir nos troupeaux les plus importants, moyennant la plus grande économie dans la consommation, et en utilisant toutes les possibilités qui se présentent d'étendre nos stocks. »

La situation économique en Saxe. — De Suisse nous parviennent les renseignements suivants sur la situation dans la province saxonne du royaume de Prusse au cours de l'été 1917.

Il a été attribué, par personne et par semaine :

3 livres de pain noir, 225 grammes de viande, 40 grammes de beurre ou de graisse, un demi-litre de lait écrémé, 60 grammes d'huile (en principe, mais difficile à obtenir).

Alternativement tous les huit jours une fois, soit : 100 grammes de nouilles, ou 100 grammes de semoule, ou 100 grammes d'orge perlé, ou 100 grammes de chicorée.

Et alternativement tous les quinze jours une fois, soit : 250 grammes de marmelade, ou 250 grammes de miel artificiel.

En outre, on pouvait obtenir : 3/4 de livre de pommes de terre par jour, un œuf tous les quinze jours.

Il y a disparition totale des produits suivants : riz, légumes secs, conserves, chocolat, cacao, café, lait condensé, alcool.

Dans les hôtels, les nappes et les serviettes sont supprimées. Le linge n'est plus amidonné.

Le savon, devenu très rare et très cher, ne peut être acheté que sur cartes ; 50 grammes par mois de savon de toilette. Le cuir manque complètement. Les enfants jusqu'à seize ans sont allés tout l'été pieds nus, aussi bien dans les lycées que dans les écoles primaires. Souliers et habits ne peuvent être achetés qu'avec permission spéciale de la mairie.

La récolte de 1917 a donné les résultats suivants : Pommes de terre primeurs, très mauvaise ; tardives, moyenne. On a récolté : sur 10 ares d'orge, 65 livres ; 10 ares de seigle, 130 livres ; 10 ares de blé (froment d'été), 350 livres.

Par suite de la grande sécheresse de l'été, la récolte des fourrages est également très mauvaise.

La disette de charbon. — Le *Vorwaerts* du 12 décembre écrit à propos de la disette de charbon qui règne à Berlin :

« Une grande partie de la population ouvrière de Berlin, déjà insuffisamment nourrie, est obligée maintenant de passer les longues soirées d'hiver dans des logements qui ne sont ni chauffés, ni éclairés. La détresse, l'amertume, le désespoir croissent de jour en jour.

« Entre temps, les autorités achèvent de collectionner leur « matériel statistique » ; ils ébauchent des « programmes d'ensemble » et prêchent l'économie. Ces messieurs, rassemblés autour d'un tapis vert, n'ont évidemment aucune idée de ce qui se passe aujourd'hui dans les quartiers ouvriers de Berlin et dans le cœur du prolétariat berlinois. Le matériel statistique ne sait rien de cela. Mais nous, qui recevons les plaintes des pauvres et dont les avertissements n'ont pas été écoutés jusqu'ici,

nous adjurons aujourd'hui à la dernière heure les gens responsables, au nom de l'humanité, au nom de la sagesse politique, de faire leur devoir et de remédier sans délai à un état de choses qui pourrait amener à tout instant une catastrophe d'une portée incalculable. »

D'autre part, les journaux allemands et autrichiens constatent que la crise du charbon, dans ces dernières semaines, est devenue de plus en plus dangereuse. A Francfort-sur-le-Mein la municipalité a dû obliger les restaurants et cafés à recevoir le public toute la journée, sans obligation de consommer. Les cafés et restaurants sont donc transformés en asiles de chauffage pour la population pauvre.

Les *Dernières Nouvelles de Munich* annoncent que les faïenceries de Kadinen, propriété de Guillaume II, ont dû fermer leurs portes pour cause de manque de charbon.

Au Reichstag, le ministre Hofmann a confirmé que les villes de Gratz, Trieste, Walzburg et Linz étaient entièrement privées de charbon et de gaz. Il a déclaré que l'Allemagne n'est plus en état d'exécuter ses engagements concernant la livraison mensuelle à la Suisse de 525.000 tonnes de charbon, et il a conclu en disant :

« Notre situation actuelle est des plus pénibles, mais c'est une des nombreuses conséquences de la guerre. »

Ces paroles ont soulevé de vives interruptions sur les bancs des socialistes, et cette réponse :

« Arrêtez la guerre et faites la paix ! »

AUTRICHE-HONGRIE

Les emprunts de guerre autrichiens. — On mande de Vienne que d'après le rapport soumis à la Commission du budget, les emprunts de guerre émis par l'Autriche, non compris la Hongrie, jusqu'au 5 décembre, se sont élevés à 43,6 milliards de couronnes avec un service d'intérêts annuel de 1,75 milliards.

Sur ce total de 43 milliards, 23,2 milliards proviennent d'emprunts publics, 12,1 milliards d'avances faites par la Banque d'émission, 5,4 milliards d'avances faites par le groupe autrichien, 2,8 milliards par le groupe allemand et 7 millions par le groupe hollandais.

La disette. — **Conflit entre Vienne et Budapest.** — La *Zeit* de Vienne nous apprend que le conflit alimentaire entre l'Autriche et la Hongrie n'a pas encore reçu de solution.

A des demandes de vins plus abondantes du gouvernement autrichien, la Hongrie répond par une diminution des quantités livrées jusqu'à ce jour. Des 12.000 porcs gras qui devaient être envoyés chaque mois, un petit nombre est seulement envoyé. Des réductions semblables portent sur le lard et le blé. La Hongrie dit que ses besoins personnels l'empêchent d'exporter davantage.

La *Zeit* conclut que si un arrangement ne pouvait être rapidement conclu avec la Hongrie, le ravitaillement de Vienne serait compromis. Les commissions spéciales d'alimentation de Vienne siègent actuellement pour résoudre ce problème.

La crise des transports en Autriche. — Dès le mois d'août dernier, le ministère des chemins de fer autrichiens s'est préoccupé de rechercher dans quelle mesure les trains de voyageurs pourraient être encore réduits pour atténuer la crise des transports d'automne et remédier à la pénurie du charbon qu'il fallait prévoir. En présence des inexactitudes publiées au sujet de ces nouvelles restrictions, le ministère fait savoir que le nouvel horaire réduit aurait tout d'abord l'avantage d'économiser une quantité appréciable de charbon dont la population pourrait profiter. En outre, la stabilité d'un horaire bien prévu éviterait maints in-

convénients inhérents aux interruptions brusques du trafic, tels que la perturbation dans les correspondances, l'utilisation très inégale des trains et l'incertitude des voyageurs au sujet de la marche des trains.

Le nouvel horaire ne comporte plus de trains express, sauf pour les parcours importants à longue distance, tels que ceux entre Vienne et l'Allemagne, la Hongrie, la Galicie, etc., et le nombre de ces trains est, en général, de un dans chaque sens et exceptionnellement de deux. Les autres parcours intérieurs, même à longue distance, sont desservis par des trains ordinaires dont le nombre des arrêts n'est guère supérieur à celui des express, mais dont la marche est plus lente. La capacité de transport de ces trains en est augmentée. Le trafic à petite distance est desservi par des trains légers et, dans certains cas, par des trains de marchandises convenablement adaptés à ces services.

Les haltes et les stations qui ne servent principalement qu'au trafic d'agrément, seront fermées tant que durera la crise du charbon. Le trafic sera également suspendu sur certaines lignes d'intérêt local et sur les petits chemins de fer dont l'exploitation, comme par exemple celle de maints chemins de fer de montagne, n'a pas de nécessité économique. Sur les autres lignes d'intérêt local, le trafic sera réduit.

La suppression de nombreux trains express commença à être effectuée en septembre dernier. Au 1^{er} octobre, l'expiration de la durée d'application de l'horaire d'été entraîna la suppression de la plupart des autres express en trafic intérieur. En mettant en vigueur le nouvel horaire réduit, le département des chemins de fer expliqua que les transports de pommes de terre et de betteraves, ainsi que l'accroissement des transports de combustibles, mettaient les chemins de fer à contribution dans une mesure telle qu'ils rendaient inévitables toutes les restrictions apportées au trafic-voyageurs, dont certaines n'étaient que temporaires. Avec un effectif de trains ainsi réduit, la capacité de transport est, pour chaque train, limitée à la puissance de traction des locomotives et si l'affluence des voyageurs dépasse cette capacité, les chemins de fer n'ont pas d'autre alternative que de laisser sur place une partie des voyageurs sans même pouvoir établir de distinction pour ceux dont le déplacement présente un caractère d'urgence ou de nécessité. C'est pourquoi les autorités des chemins de fer réitérent l'appel déjà fait au public à plusieurs reprises, de n'entreprendre que les voyages absolument indispensables. Malheureusement, les recommandations faites à ce sujet n'ont pas eu jusqu'ici le résultat qu'on en attendait et si ce dernier appel n'avait pas plus de succès, il faudrait en arriver à l'introduction des autorisations de voyage.

En ce qui concerne le trafic-marchandises, le département des chemins de fer dit que la coopération qu'on attendait des expéditeurs n'a pas non plus été suffisante. Or, le gros expéditeur, par un choix judicieux de ses itinéraires, par une utilisation pratique des wagons, peut venir en aide au chemin de fer et servir son propre intérêt, tout comme le voyageur qui réduit ses déplacements aux cas indispensables. Somme toute, avec la coopération de chacun, on pourrait tenir jusqu'au retour de conditions plus normales, sans avoir recours à des mesures coercitives.

Revue Commerciale

Sucres. — La fabrication se poursuit activement en France et dans des conditions satisfaisantes. Certains estiment notre production sucrière à environ 210.000 tonnes mais on n'est pas encore fixé

sérieusement à ce sujet et il est préférable d'attendre la fin de la production pour être renseigné exactement.

MM. Willett et Gray évaluent ainsi la production mondiale du sucre pour la campagne 1917-1918 :

Production mondiale du sucre

	1915-16	1916-17	1917-18
Sucre de canne :		(En tonnes)	
Amérique.....	5.322.225	5.575.906	5.857.500
Asie.....	4.569.952	4.868.200	5.271.250
Australie et Polynésie...	249.681	295.000	365.000
Afrique.....	522.528	525.505	534.000
Espagne.....	6.359	6.000	6.000
Sucre de betterave :			
Europe.....	5.077.760	4.566.408	3.849.000
Etats-Unis.....	779.756	734.577	875.000
Canada.....	17.641	12.500	12.500
Production totale.....	16.545.902	16.584.096	16.770.250
Sucre de canne.....	10.670.745	11.270.611	12.093.750
Sucre de betterave.....	5.875.157	5.313.485	4.736.500

Ainsi d'après MM. Willett et Gray la production mondiale du sucre pour 1917-1918 pourrait dépasser le 186.154 tonnes celle de la campagne précédente. Mais la saison n'étant pas encore assez avancée pour être fixé exactement sur la production du sucre de canne ces chiffres pourront encore subir des modifications sérieuses dans un sens ou dans l'autre, suivant le temps plus ou moins favorable qui prédominera jusqu'à la fin de la fabrication.

Les mêmes statisticiens estiment que la production du sucre de betteraves en Europe atteindra 3.849.000 tonnes contre 4.566.408 tonnes en 1916-1917. La diminution serait donc, si leurs prévisions se réalisent, de 717.408 tonnes ainsi qu'il ressort du tableau suivant :

	1916-17	1917-18
	(En tonnes)	
Allemagne.....	1.350.000	1.200.000
Autriche-Hongrie.....	900.000	800.000
France.....	181.385	210.000
Belgique.....	135.081	125.000
Hollande.....	269.180	210.000
Russie.....	1.158.920	900.000
Suède.....	150.000	100.000
Danemark.....	112.800	115.000
Italie.....	150.000	75.000
Espagne.....	125.092	110.000
Suisse.....	4.000	4.000
Roumanie.....	15.000	"
Serbie.....	"	"
Bulgarie.....	15.000	"
Angleterre.....	"	"
Ensemble.....	4.566.408	3.849.000

La fabrication marche lentement en Hollande et finira probablement très tard, mais l'arrachage est actuellement presque terminé.

Il en est de même en Allemagne. Les fabriques sont fortement en retard dans la livraison de leur contingent surtout par suite de la pénurie de main-d'œuvre, de wagons et de charbons. Il est aussi à prévoir que la fabrication du sucre brut se prolongera jusqu'en janvier.

Les rendements en Autriche-Hongrie paraissent être inférieurs à ceux, pourtant très modestes, escomptés ces temps derniers. Les sucreries pourront céder aux cultivateurs, au lieu des pulpes, les betteraves qui n'auront pu être travaillées.

Pendant les mois d'octobre et de novembre, la commission des aliments des Etats-Unis a réduit la quantité de sucre mise à la disposition de la consommation à 70 % des quantités antérieures qui étaient presque le double des rations accordées aux consommateurs français. Cette mesure, déclare M. Hoover, contrôleur des vivres, a permis d'envoyer en France

une grande partie du sucre économisé et 10.000 tonnes à nos amis du Canada.

Soies. — Le calme persiste sur le marché de Lyon, et comme nous sommes à la veille des fêtes de fin d'année, il est probable que les affaires ne se ranimeront pas avant quelques semaines.

Les demandes de la Fabrique de soieries continuent cependant à fournir des éléments de transactions journalières un peu plus intéressants depuis quelques jours. Les prix présentent un peu de flottement, mais, dans l'ensemble, la cote se défend assez bien, surtout en ce qui concerne la marchandise prête ou en mer. Pour le livrable, les détenteurs semblent peu empressés de faire des propositions; d'un autre côté, les acheteurs se montrent indifférents.

On a traité : Grège Cévennes 1^{er} ordre, 9/11, 105 francs; Trames Canton fil 1^{er} ordre, 26/30, 97 francs; Organsins Cévennes 2^e ordre, 22/24, 109 francs.

En grèges asiatiques, la demande, sans avoir été animée, a été toutefois un peu plus active, grâce à quelques achats de réapprovisionnement de la part d'acheteurs escomptant des restrictions plus sévères dans les expéditions d'Extrême-Orient.

Les prix sont, dans l'ensemble, mieux tenus et on a payé : Grèges Chine fil petit-extra disponible, 11/13, 107 francs; Grèges Japon fil 1 1/2 disponible, 9/11, de 104 à 105 francs; Grèges Canton best 1 disponible, 11/13, 92 francs.

Rien de nouveau non plus à signaler du côté de la Fabrique de soieries. Malgré les entraves et les difficultés, les affaires en tissus se maintiennent aussi actives que les circonstances le permettent et la production reste bien en dessous de la demande, toujours très favorable aux étoffes de soie.

La Condition des soies de Lyon a enregistré pendant le mois de novembre 1917 : 7.367 balles pesant 413.844 kilos. Si de ce nombre on retranche les soies diverses, et les bobines qui y figurent pour 236 balles pesant 9.526 kilos, il reste pour les soies ouvrées et les grèges 7.131 balles pesant 404.318 kilos, qui se répartissent ainsi : organsins, 748 balles, pesant 38.693 kilos; trames, 881 balles, pesant 48.651 kilos, et grèges, 5.502 balles, pesant 316.974 kilos.

Les importations de soie brute des Etats-Unis pendant l'année fiscale au 30 juin 1917 se sont élevées à 33.869.000 livres d'une valeur de £ 156 millions, contre 33.071.000 livres et £ 119 millions respectivement en 1916.

La plus grande partie des importations sont de provenance japonaise et ont atteint 26.342.000 livres contre 22.915.000 en 1916. Pendant la même période les importations de soie manufacturée se sont élevées à \$ 40.323.000 contre \$ 31.912.000.

PETITES NOUVELLES

◆◆ Le Conseil général de la Banque de France a fixé au même chiffre que l'an dernier le dividende du 2^e semestre 1917 : 120 fr. net. La répartition faite aux 33.500 actionnaires représente 21.900.000 fr. Le taux de capitalisation au cours actuel de l'action ressort à 4,50 % net.

Les sommes prélevées par l'Etat sur les produits de l'année, non compris les impôts généraux, ni l'impôt de 5 % sur le dividende s'élèvent à 55 millions (Redevances et impôt du timbre sur la circulation des billets).

Le dividende du 2^e semestre sera payé à bureau ouvert à dater du 29 décembre sur l'emargement de MM. les actionnaires ou de leurs fondés de pouvoirs et sur la présentation des certificats.

◆◆ L'action du Crédit Foncier à la veille du détachement de son coupon d'acompte est intéressante à 665 francs.

Le groupe des obligations foncières et communales se fait remarquer par son animation. L'échéance du 1^{er} janvier comporte le paiement du coupon semestriel des foncières 1883 et des communales 1892 ainsi que le remboursement à 491 fr. 50 des 4.152 foncières 1883 et à 499 fr. 78 des 3.548 communales 1892 sorties au tirage de septembre dernier. Le rempli de ces titres aux cours actuels procure un bénéfice de plus de 150 francs.

◆◆ Nous sommes informés que le Conseil de la Société Générale, dans sa dernière séance, a nommé administrateurs : MM. Dujardin-Beaumetz, membre de la Commission de Direction du Comité des Forges de France; Dupuis, président de la Société Métallurgique de Montbard-Aulnoye; Edouard Gouin, administrateur de la Société de Construction des Batignolles; Nicou, administrateur délégué de la Société des Aciéries de Micheville.

◆◆ Nous apprenons que M. Klotz, notre actuel ministre des Finances, met sur pied une importante revue commerciale dont le premier numéro paraîtra sous peu.

Nul doute qu'avec ce haut patronage cette revue ne fasse de bonne besogne, servant utilement les intérêts du commerce français, influant heureusement sur la solution des graves problèmes économiques d'après-guerre.

Nous ne pouvons que souhaiter bienvenue et longue vie à notre nouveau confrère, le félicitant d'avoir su s'attacher à une personnalité telle que M. Klotz.

Marché Financier

Paris, le 27 décembre 1917.

Toutes les séances de cette semaine de fête ont été des plus calmes, avec des dispositions néanmoins soutenues. A noter que depuis le 26 décembre le 4 % est coté en titres libérés et non libérés.

Parmi les derniers cotés nous relevons :

Au Parquet. — Au comptant : 3 %, 58,50; 5 %, 88,25; 4 %, 68,80; non libéré, 69,20; Banque de France, 5,220; Banque de Paris et des Pays-Bas, 1,010; Crédit Foncier, 665; Crédit Lyonnais, 1099; Compagnie Algérienne, 1,389; Actions Est, 760; P.-L.-M., 910; Orléans, 1,095; Midi, 915; Nord, 1,170; Ouest, 673; Métropolitain, 420; Nord-Sud, 130; Omnibus, 415; Voitures à Paris, 340; Suez, 4,620; Thomson-Houston, 825; Boléo, 919; Pennaroya, 1,250; Extérieure, 117,25; Russe 5 % 1906, 54,90; Serbe 5 % 1913 (Monopoles), 58; Andalous, 400,50; Saragosse, 448; Rio-Tinto, 1,820; Briansk, 220; Prowodnik, 185; Naphte, 255; Tréfileries du Havre, 264,50; Montbard-Aulnoye, 508; Etablissements Bergougnan, 1,491.

Marché en Banque. — Au comptant : Toula, 630; Maltzof, 350; Platine, 398; Cape Copper, 110; De Beers ordinaire, 378; Mount Elliott, 129; Spassky, 36,25; Bakou, 1,155; Utah, 543; Spies, 12,50; Chartered, 22,25; East Rand, 12,50; Rand Mines, 76,25; Modderfontein B, 232; Malacca ordinaire, 136,50; Financières des Caoutchoucs, 246.

Marché de Londres (derniers cours). — Consolidés, 541/16; Emprunt 3 1/2, 85 ./.; Emprunt français, 76 7/8; South Eastern, 28 7/16; Ontario, 19 1/2; United Steel com, 87 1/2; Canadian Pacific, 159 1/2; Rand Mines, 2 29/32; De Beers, 12 7/8; Rio Tinto, 63 3/8.

Marché de New-York (derniers cours). — Atchison Topeka, 76 ./.; Calumet, 410; Canadian Pacific, 28 ./.; General Electric, 125 1/2; Louisville Nash, 104 7/8; Southern Pacific, 77 ./.; United Steel com, 87 5/8; Union Pacific, 102 1/8; Argent en barres, 85 7/8.

L'Administrateur-Gérant : GEORGES BOURGAREL.

Paris.— Imprimerie de la Presse, 16, rue du Croissant. — Simart, imp.